



Ville de Bollène

ARRETE N° ARI_2024_494

Secretariat Général

Réf. : AZ/AV/CR/JLF/MR

Nomenclature : 6.1.3

Reçu en Préfecture le :

Affiché le :

Notifié le :

Exécutoire le :

mis en ligne le 4 septembre 2024

ARRETE TEMPORAIRE :
PORTANT REGLEMENTATION DE LA CIRCULATION SUR LE
CHEMIN DU PONT DE LA PIERRE POUR L'ENTREPRISE FGM
TRAVAUX PUBLICS EN VUE DE TRAVAUX DE BRANCHEMENT
ELECTRIQUE AU RESEAU ENEDIS AVEC UN TERRASSEMENT
DU 9 SEPTEMBRE AU 9 OCTOBRE 2024

Le Maire de la commune de BOLLENE (Vaucluse),

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Vu le Code de la route,

Vu le Code de la voirie routière,

Vu l'instruction interministérielle relative à la signalisation routière approuvée par arrêté interministériel du 6 novembre 1992 et modifiée,

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967, relatif à la signalisation des routes et autoroutes modifié par l'arrêté du 13 juin 2022,

Vu le décret n° 2011-1241 du 5 octobre 2011 relatif à l'exécution de travaux à proximité de certains ouvrages souterrains, aériens ou subaquatiques de transport ou de distribution,

Vu la délibération du conseil municipal du 19 février 2014 relative à l'adoption du règlement de voirie,

Vu l'arrêté municipal n° ARI_2020_217 du 12 août 2020, portant délégation de fonction à monsieur André VIGLI, Adjoint au Maire,



ARRETE N° ARI_2024_494

Vu l'arrêté municipal n° ARI_2024_493 du 4 septembre 2024, portant permission de voirie à l'entreprise FGM TRAVAUX PUBLIC (mandatée par la société ENEDIS) pour des travaux de branchement électrique au réseau Enedis avec un terrassement sur le chemin du Pont de la Pierre,

Vu la demande reçue le 26 août 2024 par laquelle l'entreprise FGM TRAVAUX PUBLICS (demeurant 205, chemin de Malemort – 84380 MAZAN) sollicite la réglementation de voirie nécessaire à la réalisation des travaux mentionnés ci-dessus,

Vu la situation des lieux,

Considérant que des travaux de branchement électrique au réseau Enedis avec un terrassement sur le chemin du Pont de la Pierre nécessitent que l'entreprise FGM TRAVAUX PUBLICS prenne les mesures indispensables dans le but de garantir la sécurité de tous pendant les travaux.

ARRÊTE

REGLEMENTATION DE LA CIRCULATION :

ARTICLE 1 – La circulation sera temporairement réglementée sur la voie communale : chemin du Pont de la Pierre dans les conditions définies ci-après.

Cette réglementation sera applicable du 9 septembre au 9 octobre 2024.

ARTICLE 2 – La zone où s'effectueront les travaux sera barrée à la circulation qui sera réglementée de la façon suivante :

Travaux de terrassement et de pose de câble à haute tension au réseau Enedis.

Prescriptions particulières :

Empiètement sur la voirie nécessitant la fermeture du chemin du Pont de la Pierre.

La circulation restera libre pour les riverains.

Prescriptions de signalisation :

L'entreprise mettra en place la signalisation suivante et selon le plan joint :

– panneau de type KC1 « route barrée » à l'intersection de la route nationale 7 (RN7) et le chemin du Pont de la Pierre,



ARRETE N° ARI_2024_494

- panneaux de type KC1 « route barrée » couplé d'un panneau de type KD22a « déviation » à l'intersection du Pont de la Pierre et du chemin des Pommiers,
- panneaux de type KC1 « route barrée » couplé d'un panneau de type KD22a « déviation » à l'intersection du chemin de Sauzet et du chemin des Pommiers,
- panneaux de type KC1 « route barrée » couplé d'un panneau de type KD22a « déviation » à l'intersection du chemin du Pont de la Pierre et de la rue Marius Valette,
- panneaux de type KC1 « route barrée » à 500 m à l'intersection du Pont de la Pierre et du chemin du Grand Saint Jean,
- panneaux de type KC1 « route barrée » à 1 500 m à l'intersection du chemin de la Malleposte et du chemin du Grand Saint Jean,
- panneaux de type KC1 « route barrée » à 2 000 m à l'intersection du chemin de la Malleposte et du chemin du Pont de Pierre.

Déviations :

Une déviation sera en place depuis le chemin du Pont de Pierre par la rue Marius Valette puis le chemin de Sauzet et le chemin des Pommiers dans les deux sens de circulation.

Prescriptions complémentaires :

L'entreprise balisera et mettra en place des barrières de chantier sur la zone d'intervention.

Si nécessaire, l'entreprise utilisera des plaques de roulages pour permettre l'accès aux propriétés riveraines.

Prescriptions particulières :

Lorsque la voie sera rouverte à la circulation, le chantier sera sécurisé et débarrassé de tout encombrant, matériau et matériel afin de laisser la circulation des véhicules.

Obligations de lisibilité, propreté et sécurité du chantier.

Le responsable des travaux devra prendre toutes les mesures de protection et de signalisation nécessaires pour assurer la sécurité des usagers (piétons et automobilistes) de jour comme de nuit, week-end et jours fériés.

L'entreprise fera au préalable, une information aux riverains.

L'arrêté municipal sera apposé dès le début du chantier.

L'entreprise assurera en permanence la propreté de la chaussée dans la zone du chantier et ses abords.



ARRETE N° ARI_2024_494

Signalisation :

L'implantation de la signalisation sera réalisée sur la base des indications de l'entreprise (Cerfa n° 14024*01) et du manuel de chantier.

Les matériels de signalisation temporaire seront tous de classe T2 conformément à la réglementation en vigueur.

Les panneaux seront solidement fixés sur un support stable qui pourra être lesté.

L'entreprise balisera de jour comme de nuit les fouilles, les dénivellations, les matériels et dépôts de matériaux.

La signalisation devra être permanente et adaptée aux différentes phases du chantier. Elle sera déposée par l'entreprise dès qu'elle n'en aura plus l'utilité. Au cas où certains panneaux de signalisation permanents devraient être masqués pour éviter toute confusion avec la signalisation temporaire, les matériaux utilisés pour le masquage seraient mis en place de manière à ne pas détériorer les panneaux existants.

ARTICLE 3 – Le balisage et la protection du chantier seront correctement réalisés et entièrement à la charge du pétitionnaire.

Un balisage de protection sera également mis en place, si nécessaire, afin d'assurer la sécurité des piétons et des automobilistes. Le chantier sera conduit le plus rapidement possible.

Si les travaux en tranchée sont prévus sur plusieurs jours, la tranchée sera protégée le soir, soit par des plaques en fonte, soit par un remblaiement provisoire.

ARTICLE 4 – Le pétitionnaire est chargé du règlement de la circulation au droit de son chantier, conformément à la réglementation en vigueur. Il demeurera responsable des accidents qui pourraient résulter de l'encombrement ou de l'état de la chaussée.

ARTICLE 5 – Pour tous travaux risquant de perturber même momentanément la circulation sur la chaussée (réduction de largeur notamment), le pétitionnaire devra préalablement et obligatoirement prévenir les Services de Secours. La responsabilité du pétitionnaire sera engagée en cas d'incident provoqué par le non-respect de cet article.

ARTICLE 6 – Le présent arrêté doit être affiché sur le lieu d'application.

ARTICLE 7 – L'autorisation est en outre accordée à titre précaire et pourra être modifiée ou révoquée en tout ou partie, soit en cas d'inexécution des dispositions susmentionnées, soit dans les cas où l'administration le jugerait utile pour les besoins de la voirie ou dans un but quelconque d'intérêt public. Le pétitionnaire devrait alors, sur notification d'un arrêté de mise en demeure, se conformer aux mesures qui lui seraient prescrites, sans pouvoir prétendre à aucune indemnité.



Ville de Bollène

ARRETE N° ARI_2024_494

ARTICLE 8 – Cet arrêté devra être présenté à toute réquisition des services de police.

ARTICLE 9 – Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

ARTICLE 10 – La présente décision peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Nîmes – 16, avenue Feuchères – CS 88010 – 30941 NÎMES cedex 09 – dans un délai de deux mois. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérécourts Citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

ARTICLE 11 – Madame la Directrice Générale des Services, le Directeur des Services Techniques, le Chef de Service de la Police Municipale et le Commandant de la Brigade de Gendarmerie sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Bollène, le 04 SEPT 2024



André VIGLI

Premier Adjoint au Maire



